le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
supplément au n° 1075

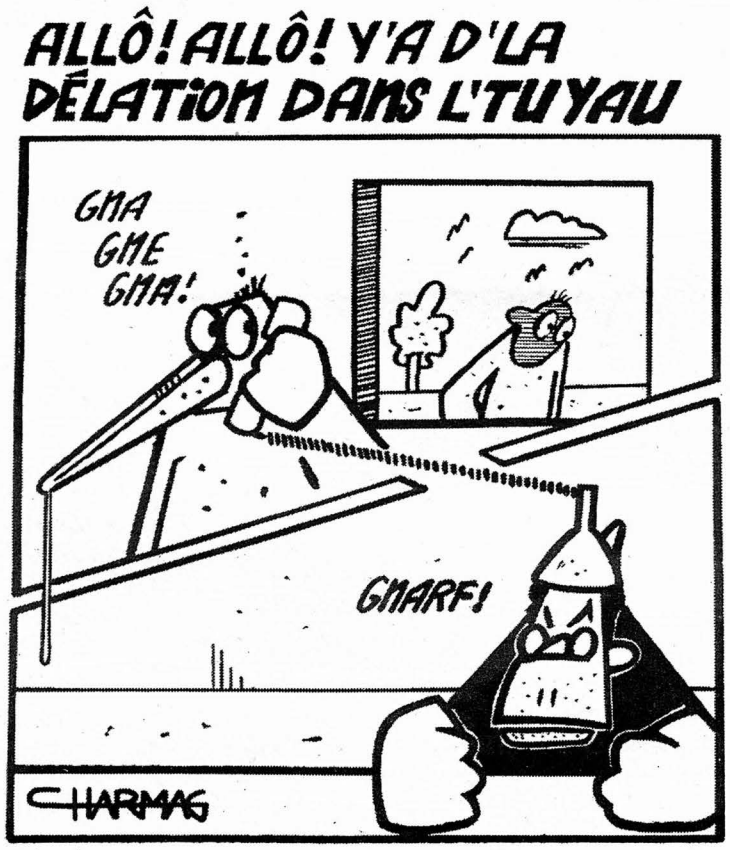
GRATUIT

Les luttes sociales sont les meilleures armes contre le fascisme et la démocratie blindée

Si l'on ne se fiait qu'à ce que nous régurgitent les grands médias, chacun d'entre nous devrait être depuis longtemps convaincu que le FN est le mal absolu.
De même, le chômage ne serait que le produit de la guerre économique que nous mène le reste du monde.
Face à cette situation, le patronat et l'État agiraient pour le mieux, au service de l'intérêt général, même et surtout si cela passe par des coupes sombres dans les budgets sociaux, par l'annonce de milliers de licenciements, par la mise à l'index des populations dites immigrées, présentées comme une véritable cinquième colonne de sabotage au service de l'étranger.
Chaque jour il se trouve un politicien quelconque montant au créneau télévisuel pour alimenter le vide du petit écran et marteler ces « évidences » qui distillent des sentiments et des attitudes entremêlant tout à la fois impuissance et indignation, pitié pour les plus démunis et lutte pour sa propre survie.
Et pourtant, malgré cette propagande systématique, il se trouve des électeurs sans état d'âme qui votent pour des fascistes et des salariés qui se mettent en grève afin d'obtenir des améliorations qui sont « impossibles à satisfaire » (retraite à 55 ans, réduction du temps de travail sans perte de salaire, etc.).
Le « bon peuple » n'en fait qu'à sa tête et quelles qu'en soient les raisons, il y a là un fait de société incontournable : s'il est vrai que les populations ont toujours su que les élites dirigeantes usaient et abusaient du pouvoir à leur seul profit, les situations économiques et sociales actuelles laissent entrevoir l'émergence de discours critiques capables de donner un sens et des perspectives politiques nouvelles à cette conscience d'être dominé et exploité.
Et, comme toute l'histoire de l'humanité le démontre, il n'y a aucune obligation à ce que ces propositions aillent obligatoirement dans le sens d'une plus grande convivialité et égalité entre les êtres humains.
Il est devenu plus que banal d'affirmer que « cette société ne fonctionne plus ».
Chacun sait qu'elle ne permet plus d'assurer notre bien-être matériel ni d'assumer des relations valorisantes avec autrui.
Nous sommes en situation de guerre civile permanente et nous aurions tort de penser que ce qui se passe en Yougoslavie ou en Albanie ne peut se développer ici même.

À qui la faute ?

Rappelons que les responsabilités sont d'abord celles du capitalisme et de l'État, complices inséparables qui exigent toujours plus de profits et, pour ce faire, imposent toujours plus de pressions aux travailleurs et de contrôle aux individus.
Les rapports sociaux de production capitalistes se sont généralisés à toute la planète et s'attaquent à toutes les niches sociales et économiques où nombre d'entre nous avaient pris leurs habitudes en croyant échapper plus ou moins au « système ».
Il n'est plus possible de se réfugier dans une île perdue ou dans le fonctionnariat pour avoir la garantie d'une vie paisible et d'un revenu tout en cultivant des patates à l'abri de sa clôture délimitant sa propriété privée, réelle ou imaginaire.
Le capitalisme s'impose partout et le contrôle social cerne chacun d'entre nous.
C'est aussi l'échec des stratégies marxistes-léninistes et sociales-démocrates à être des forces de proposition sociétaires capables de mobiliser l'ensemble des exploités.
Les limites de la canalisation des mécontentements et des grèves protestataires vers le bulletin de vote sont évidentes si l'on s'en tient aux seuls taux d'abstention ou à la volatilité des voix d'un candidat à l'autre, tant ils apparaissent tous comme autant de pantins aux yeux de la grande masse.
En ce sens, les pantins du FN ne sont, pour beaucoup, pas pires que les autres, même si nous savons que c'est une erreur de l'analyser comme cela.
Depuis une bonne quinzaine d'années, c'est-à-dire depuis que le monde du travail a pris conscience de l'incapacité politique de la gauche à s'opposer à l'offensive capitaliste, nous sommes dans un cul-de-sac.
À partir de là, la porte était ouverte à la démagogie, aux réactions épidermiques de caractères réactionnaire, raciste et nationaliste.
Et comme préexistaient à l'intérieur des organisations de droite des tendances fascisantes dont on s'aperçoit avec écœurement qu'elles avaient toujours été protégées depuis 1945 – en témoigne l'affaire Papon bien sûr, mais aussi le tristement célèbre S.A.C. dont est issu Pasqua, l'O.A.S., les relations troubles de Mitterand avec le pétainisme, les milieux politico-mafieux au service d'intérêts économiques obscurs tant en France qu'en Afrique, il suffisait d'un leader charismatique et de quelques coups de pouces publicitaires savamment distillés par des socialistes inconscients et poussés par de basses raisons électoralistes visant à affaiblir la droite pour que le FN soit en mesure de rassembler ces forces disparates et puisse décoller politiquement à Dreux en 1984.
Depuis, les choses n'ont fait qu'empirer.



Le FN, cheval de Troie de la démocratie blindée !

Si la stigmatisation du FN est indispensable, il faut avoir conscience que ce n'est qu'un cheval de Troie derrière lequel se met en place un système politique d'autant plus dangereux que pernicieux.
En fait, c'est depuis la première crise pétrolière de 1974 que des modifications dans notre système politique ont été petit à petit opérées et tendent, petit à petit, à la mise en place de ce que nous pouvons nommer « une démocratie blindée ».
Sans négliger l'importance des textes législatifs et réglementaires pris à l'encontre des populations dites étrangères ou immigrées, il faut souligner la multiplication des textes et de circulaire modifiant progressivement les pratiques du droit du travail qui font qu'aujourd'hui la précarisation est la norme pour la majorité des embauches, que le nombre de salariés payés en dessous du SMIC est impressionnant, que la protection sociale est battue en brèche de tous côtés, que la réorientation des forces répressives donne la priorité à la lutte contre l'ennemi intérieur, que les pouvoirs des préfets et des forces policières se sont considérablement accrus, qu'il y a manipulation idéologique systématique à l'occasion d'attentats à caractère terroriste rarement élucidés et mise en place d'un quadrillage policier permanent.
Établi, depuis 1945, la fonction de l'État se transforme sous nos yeux : de régulateur des tensions sociales par la redistribution d'une partie des richesses sous forme d'allocations et de subventions et par la possibilité qu'il était censé offrir au fils du prolo moyen de s'élever socialement, l'État organise maintenant la privatisation des services publics, la disparition des aides sociales et supprime son appui financier aux différents relais associatifs.
Parallèlement, il se décharge, sous prétexte d'être plus près du citoyen, de certaines de ses fonctions régaliennes (santé, éducation, transports, culture, etc.) sur des structures politiques intermédiaires (régions, communes, secteur privé).
De ce fait, des inégalités naissent entre localités et entre régions accélérant les processus de décomposition des relations politiques et sociales anciennes.
Finalement, l'État peut se définir aujourd'hui comme le gérant local d'une économie mondialisée sur laquelle il n'a plus aucun pouvoir et son rôle se réduit à ●●● page 2

Les luttes sociales...

suite de la première page

une fonction de contrôle et de répression, pensée d'une manière globalisée et totalisante, c'est-à-dire que potentiellement l'ennemi est chacun d'entre nous, ici même comme à l'autre bout de la planète.
Citons deux exemples qui matérialisent le mieux cette évolution vers ce qui devient l'enjeu essentiel de cette époque: le contrôle social.
Tout d'abord, la création d'un statut de précaire à vie, le RMIste, ce qui institutionnalise et officialise la précarité comme étant une situation normale, légitime et permanente dans la société, avec son lot de tests et d'examens humiliants, mettant à nue toute la personnalité et la trajectoire sociale d'un individu, le transformant en objet entre les mains des contrôleurs étatiques que sont devenus les travailleurs sociaux.
Autre évolution majeure: l'intégration économique et politique des forces armées dans un dispositif militaire mondialisé.
Ç'en est fini du principe gaulliste de l'indépendance militaire française qui sous-tendait des efforts considérables en faveur de l'appareil militaro-industriel de la part de l'État.
Aujourd'hui on restructure.
Des fabrications entières d'engins de guerre sont confiées à des pools internationaux (allemand, anglais, espagnol, italien, etc.).
Par ailleurs, on redéploie les sites stratégiques, on équipe et spécialise des corps d'armée pour qu'ils interviennent en parfaite coordination avec des forces allemandes et autres.
L'essentiel des préoccupations de l'entraînement des militaires professionnalisés est l'intervention en zones insurrectionnelles et en situation de guérillas urbaines.
Il ne s'agit plus d'affronter l'armée régulière d'un autre État, mais de faire face à des révoltes ou révolutions à caractère social (exemples: Algérie, Albanie, etc.).
La priorité est donnée à la surveillance par satellites et avions téléguidés.
C'est aussi tout un travail d'intégration dans l'imaginaire collectif du fait qu'il est normal de voir des uniformes et des fusils d'assaut dans les transports en commun, dans les écoles et, avec la dernière loi Debré, le contrôle des travailleurs par les flics dans les entreprises, sous prétexte de lutte contre le travail clandestin, est présenté comme une nécessité.
Il est temps de prendre conscience que le FN est utilisé comme paravent derrière lequel se développe un système répressif extrêmement puissant et efficace qui se gargarise des mots République et démocratie.
A vouloir continuer à n'avoir peur que de ceux qu'on nous présente comme étant les seuls fascistes, attention à ce que notre liberté ne soit bientôt plus que virtuelle!

Un mouvement social en quête de sa propre extension!

Le mouvement social capable non seulement de contester ces orientations mais aussi en capacité de proposer des dynamiques et des perspectives sociétaires alternatives, paraît bien embryonnaire.
Cependant, nous aurions tort de désespérer.
À partir du moment où celles et ceux qui n'acceptent pas l'ordre social imposé par le capitalisme et l'État ne peuvent plus s'appuyer sur des partis politiques coincés dans leurs calculs et combinaisons électorales, il faut bien que ces militants inventent leurs propres pratiques et définissent par eux-mêmes leur propre fonctionnement, leurs propres perspectives et revendications.
C'est un processus social difficile à mettre en place parce que les prises de conscience nécessitent du temps, de l'expérimentation et une sacrée dose de volonté pour se frayer un chemin à travers toutes les embûches et traquenards.
Néanmoins, il est certain que beaucoup de choses ont changé dans la tête des militants depuis les premières coordinations SNCF et des celle des infirmières de 1986, en passant par la lutte contre les CIP, la multiplication de syndicats autonomes, indépendants, alternatifs ou anarcho-syndicalistes (SUD, CNT, PAS, CRC, etc.), sans oublier celles et ceux de «CFDT en lutte», etc.
Pouvons-nous oublier la série de grèves qui a eu lieu en pleine présidentielle de janvier à juin 1995?
Pouvons-nous oublier le mouvement de novembre/décembre 1995, sa radicalité et son slogan: «Tous ensemble»?
Pouvons-nous oublier la grève des routiers pour la retraire à 55 ans et la réduction du temps de travail?
Pouvons-nous oublier la lutte des sans-papiers qui fêtera son premier anniversaire le 18 mars prochain?
Pouvons-nous oublier la lutte des employés du CFF?
Pouvons-nous oublier le conflit des intermittents du spectacle toujours en cours?
Pouvons-nous oublier les grèves qui se développent en ce moment même dans les transports publics, l'éducation, la santé, etc.?
Pouvons-nous oublier l'électrochoc de l'appel à la désobéissance civile?
Pouvons-nous oublier la première réaction de solidarité transnationale des travailleurs de Renault après l'annonce de milliers de licenciements?
Sans compter la multitude de conflits «anonymes» qui se développent un peu partout et montrent pour beaucoup un degré de radicalité étonnant.
Ce qui caractérise l'ensemble de ces mouvements, c'est cette nécessité et cette volonté d'aller à l'affrontement de manière unitaire, en dépit des stratégies des partis politiques, des querelles de chapelle syndicale, en dépit et parfois contre elles.
Ce qui est remarquable, c'est cette détermination à prendre ses affaires en main, à fonctionner en Assemblées générales où chacun peut librement s'exprimer.
Ce qui est encourageant, c'est qu'en dépit de tous les mensonges et tentatives de sabotages médiatiques, les populations soutiennent les grévistes.
Ce qui est significatif, c'est qu'au bout du compte des revendications globalisantes et attractives pour tous les salariés émergent petit à petit: retraite à 55 ans et réduction du temps de travail, augmentation de salaires.
Il y a là les bases d'un cahier de revendications capable de poser les bases d'un vaste mouvement à l'échelle du pays, voire plus, qui pourrait bien imposer des solutions efficaces au chômage et à la précarité.
Ce sont des conceptions et des pratiques relevant des traditions libertaires qui sont mises en avant par les salariés en lutte comme par les sans-papiers et les intellectuels: autonomie, responsabilité individuelle, action directe, désobéissance civile, refus de subordination aux stratégies électorales, etc.
Les anarchistes ont à l'évidence toute leur place dans ces mouvements et peuvent contribuer efficacement à la cristallisation d'une dynamique sociale en gestation depuis de longues années et qui immanquablement ne peut plus guère tarder à trouver sa propre expression organisationnelle et ses propres finalités.
Soyons sûr qu'à ce moment-là le FN se révélera pour ce qu'il est, une machine à briser les luttes émancipatrices.
Le printemps des luttes sociales est la meilleure arme contre les pratiques fascistes du FN, de l'État et du capitalisme. Il est temps!

Bernard. – groupe Dejacque (Lyon)

Urgent : gouvernement cherche boucs émissaires...

CINQ MILLIONS de chômeurs, un million de mal-logés, de sans abris. Les licenciements, la pauvreté, la misère... Qui est responsable?
le gouvernement, les patrons et non les immigrés comme certains veulent nous le faire croire.
Depuis 1974, année du premier choc pétrolier, face à la montée du chômage et à la crise sociale tous les gouvernements successifs ont échoué. Incapables de résoudre la situation misérable de millions de personnes, ils ont tous essayé de masquer leurs responsabilités en désignant un bouc émissaire: les immigrés.
Plus la crise s'étend, plus les mesures de régression sociale s'aggravent... plus les gouvernements sont pris d'une frénésie anti-immigrés et plus les nouvelles mesures sécuritaires sont obligées d'aller loin afin de «marquer» les esprits.
Début de la crise: on arrête l'immigration «officielle», les patrons – eux – continuent d'organiser les filières pseudo-clandestines.
Dans les années 80, Pasqua et Cresson inventent les camps de rétention et les charters pas chers: les immigrés deviennent indésirables, «on» les renvoie.
Les Lois Pasqua vont exclure de la «citoyenneté républicaine» des dizaines de milliers d'enfants, elles basculent dans la clandestinité des milliers de familles que les industriels ont été cherchés. On interdit le regroupement familial. On contrôle les études des étudiants étrangers par les préfets et non plus par des enseignants.
Avant-dernier stade avant l'élimination physique, le pouvoir marginalise et criminalise les sans-papiers. Exemples: En 1995, à Paris, une femme fait 5 mois de prison parce qu'elle venait inscrire son enfant à la maternelle (grâce à des lois édictées par Pétain en 1942), elle fut dénoncée par la Mairie du 18e. Une autre, en Bretagne, est condamnée parce qu'elle a hébergé pendant deux ans... son mari.
Moins Ils agissent contre le chômage, plus ils votent des lois contre les immigrés:
Aujourd'hui sous la pression de la rue la gauche s'agite, gesticule de nouveau, elle accuse les lois Pasqua et dénonce le projet Debré. Mais qu'a-t-elle fait quand elle était au pouvoir? Rien, A aucun moment elle n'a remis en cause les lois qu'elle disait iniques, Pire elle est a utilisé. Que l'on soit au gouvernement ou dans l'opposition, pour combattre les idées et la politique du Front National, il ne faut pas diffuser ses idées, il ne faut pas appliquer ses propositions. C'est la misère, la pauvreté qui engraissent le racisme et les partis qui en vivent. Nous devons dénoncer les racines de cette gangrène (le capitalisme) par des actes s'ouvrant sur plus d'égalité sociale, plus de liberté individuelle, plus de solidarité.
C'est la politique de licenciements, de recul social qu'il faut combattre, pas ses victimes: les chômeurs, les sans abris, les jeunes, hommes ou femmes qu'ils soient français ou immigrés.
Pour supprimer définitivement la misère, l'exploitation... c'est la société qu'il faut changer!

Wally

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

le monde libertaire
Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : (1) 48 05 34 08
Fax : (1) 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....
Pays ..... A partir du n° .....(inclus).
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

L'intégrisme gravé sur la croix ou sur Marianne ?

NOUS ÉTIONS NOMBREUX À MANIFESTER contre les cérémonies « républicaines » d'accueil au pape en septembre 1996. Pas seulement parce que ce sont nos impôts qui servent à honorer le plus célèbre curé du monde dans un pays où 1905 a laissé trace d'une loi séparant l'Église et l'État. Mais aussi et surtout parce que sous couvert d'évangile de la vie, Jean-Paul II ne fait que propager, comme depuis l'aube des religions, la mort (souvenons-nous des guerres de religion ou de l'Inquisition) et l'obscurantisme : à ce jeu, ce sont les femmes les premières cibles.

Depuis l'appel à la seconde évangélisation, lancé à Compostelle en 1982, l'évêque de Rome n'a de cesse de rechristianiser l'Occident. Ainsi, il « élève l'Opus Dei au rang de prélature personnelle » (1) et attise les forces vives de l'Église et de l'extrême droite contre la culture de mort : pétitions et mailings contre la « pollution médiatique » (*Charlie Hebdo* ou « Au bonheur de la vie » sur FR3), retrait des affiches de film (*Harcèlement*, *Prêt-à-porter*, *Larry Flynt*), commandos antiavortement (et ça continue, le 1er mars dernier, Xavier Dor sévissait encore à la clinique Isis à Paris), dépôt de propositions de loi réclamant le non-remboursement de l'IVG ou, plus insidieux encore, « visant à étendre à l'échelle nationale l'existence de centres d'accueil des femmes en détresse » (2), machine de guerre contre le droit à l'avortement.

Car c'est, bien sûr, sur la question du droit des femmes à disposer de leur corps, donc choix et droit à l'avortement, à la contraception, à la sexualité quelles qu'en soient les formes (dans ou hors mariage) et quels que soient les partenaires (homo, hétéro ou bisexualité), que les bigots et extrémistes sont les plus actifs : choix ne se conjugue-t-il pas, si on le veut, si bien avec plaisir ? Or le plaisir n'est-il pas interdit dans nos sociétés de par la culture chrétienne ? Ne cherchons pas l'intégrisme seulement derrière le voile : il est aussi gravé sur la croix et la médaille de la « sainte » vierge !

Ne risque-t-il pas de l'être aussi sur Marianne ? Les lois de bioéthique votées en juillet 1994 ont résisté aux coups de boutoir de ces intégristes sur la reconnaissance à l'embryon d'état d'être humain. Précaires à durée déterminée, ces lois sauront-elles résister au deuxième assaut lors du vote définitif en 1999 ? Et quant au rapport Gissenot pour la conférence sur la famille, il n'a guère à envier en matière de réaction et de tradition au livre blanc *Oser la famille*, de Christine Boutin. Le préambule donne le ton : « La mise en œuvre d'une politique spécifique de la famille s'impose à partir du moment où l'on considère que cette dernière est la première école de vertus sociales et que la société ne peut donc pas s'en passer » (3). Il s'agit purement et simplement de réhabiliter la famille la plus traditionnelle qui soit, lieu d'épanouissement peut-être pour certains mais surtout espace fermé et espace d'oppression pour beaucoup de femmes et d'enfants. Et si la vie commune d'individus avec ou sans enfants prend de multiples formes (familles monoparentales, décomposées, recomposées, unions libres entre hétéros ou homosexuels, cohabitation, ou vie en célibataire alternée…), c'est bien pour partie le fruit de la dénonciation du rôle de la famille et de l'émergence d'une force d'émancipation des femmes dans les années soixante-dix. Aujourd'hui, on nous propose un Code de la famille (4) et un Comité interministériel de la famille (5), et on cherche à déterminer un « indice du coût de l'enfant » (6) puisque « l'union stable et durable d'un homme et d'une femme sont le mode de vie le plus efficace pour assurer la reproduction, puis la formation du capital humain qui sont les deux piliers du développement » (7) Je n'invente rien : ce sont les mots de Mme Gisserot, procureur général auprès de la cour de Cassation, en 1997.

Attention, danger imminent : les intégristes sont de retour. Le refrain est encore dans nos têtes, la période de Pétain ou le code de la famille en Algérie ne sont pas si loin dans nos mémoires.

Femmes et hommes debout, quels que soient vos choix d'amour. Demain il sera trop tard pour défendre votre vie intime. Déjà que vous n'avez plus le droit d'accueillir un étranger chez vous !

Hélène Hernandez.
groupe Pierre Besnard

(1) Frédéric Brunnquell, in Golias magazine n°42, mai-juin 1995.

(2) Proposition de loi n° 3192, déposée le 5 décembre 1996.

(3) Rapport final du Comité de pilotage de la conférence de la famille, remis le 6 février 1997.

(4), (5), (6) Id.

Ordre moral et immigration

L'ordre moral se fonde sur des valeurs conservatrices et réactionnaires imposées au plus grand nombre dans le but – avoué ou non – de mettre en place un standard de vie et de pensée coercitif. Dans ce long processus d'autoconstruction, l'ordre moral s'appuie donc sur le rejet de celui qui ne correspond pas au schéma dominant, imposé. Les domaines religieux, culturels, politiques, sociaux… sont des champs qui ont servi et qui servent encore à rejeter les étrangers, du moins ceux qui ne correspondent pas aux canons de l'ordre moral.

L'expression la plus courante du refus de l'immigré se base ainsi sur la nationalité, élément incontournable de l'ordre moral. L'étranger est refusé parce que non originaire du territoire où il décide de vivre. Donc, à priori, non adepte des valeurs dominantes du cru. Cette remarque est bien sûr valable à bien des échelles : du village à la région à forte tradition identitaire en passant par les « nations », voire les continents.

Les divers mouvements d'immigration en France ont donné lieu à des ressentiments ou à des hystéries reposant sur la mise en évidence de la « différence » qu'offraient les étrangers. Rappelons-nous des Italiens au début du siècle qui étaient appelés les « cristos » ; leur religion et sa pratique étaient ainsi montrées du doigt par une France alors fortement anticléricale et xénophobe. Plus tard encore, les républicains espagnols seront désignés à la vindicte parce qu'ils étaient des « rouges » et des athées ; maintenant ce sont les Africains que l'on assimile systématiquement à des musulmans pour tenter de justifier leur rejet par une France encore enracinée dans ses réflexes judéo-chrétiens. Cet ancrage de valeurs morales réactionnaires est tel que l'on en vient à fantasmer sur des prétendues caractéristiques de l'étranger pour mieux les lui reprocher. Certains parlent d'odeurs, les autres reprochent les lacunes dans l'éducation des enfants ou les différences culturelles par exemple. Des reproches donc qui mettent en relief, pour ceux qui les formulent, la nécessité pour les étrangers de partir ou de s'intégrer. Cette formule cache mal l'idée selon laquelle un étranger n'est acceptable que s'il se fond dans le paysage. Il devra donc se conformer aux codes de bonne conduite inspirés de valeurs normalisantes forcément autoritaires puisque imposées pour mieux gommer ce qui fait sa richesse : son unicité dans tous les domaines, qu'il convient de respecter tant qu'il n'y a pas recherche de domination ou d'exploitation d'autrui.

Les lois Debré et, avant elles, toutes les lois visant les étrangers, s'expriment bien dans le cadre de l'application de l'ordre moral. En ces temps où les gens sont à la recherche de repères pour mieux se rassurer face à une situation sociale et économique dévastatrice, le retour à la communauté nationale, religieuse, culturelle, est vécu comme une redécouverte rassurante et le rejet de celui qui vient d'ailleurs comme une suite logique de cette démarche. Ce qu'a très bien compris le FN et, dans une moindre mesure, d'autres formations politiques qui ne veulent plus laisser le concept de « nation » et « d'identité française » à l'extrême droite.

À noter au passage que l'ordre moral réactionnaire frappe aussi des secteurs que l'on pourrait croire à l'abri du danger. Ainsi, des idéologues de l'antiracisme prônent-ils la réappropriation de l'idée de nation, contre le FN. Ailleurs, ce sont des collectifs de soutien aux sans-papiers qui s'en tiennent à la revendication du « droit de vivre en famille », comme pour rendre plus honorable leur lutte. La famille est une valeur essentielle de l'ordre moral occidental…

Il est capital dans notre lutte contre l'ordre moral d'avoir une conception large de ses expressions et de faire découvrir autour de nous la richesse de notre vision libertaire de la société. Une société qui doit avoir ses valeurs librement acceptées et non pas imposées ; des valeurs qui devront s'appuyer sur l'égalité, l'entraide et l'interculturalité ; pas sur la division et le rejet comme le font l'homophobie, le sexisme, le racisme, les religions, le nationalisme… Une société, en somme, qui devra se débarrasser de cette classe dominante assurant ses privilèges sur une société de classes et un ordre moral réactionnaire et qui désigne à l'opinion des boucs émissaires pour mieux écarter ses propres responsabilités dans la crise économique et sociale.

Groupe du Gard de la F.A.

La librairie anarchiste la Plume Noire incendiée par les fascistes

Le dimanche 16 février vers 4 heures du matin, la librairie anarchiste la Plume Noire a été ravagée par un incendie criminel. La totalité des livres et du mobilier de la librairie est partie en fumée et le reste des locaux a été gravement endommagé. Mais le bilan aurait pu être bien plus lourd puisque de l'essence avait été déversée dans l'allée de l'immeuble, seule issue de secours pour ses habitants, si le feu avait eu le temps de se propager.

Cet acte terroriste prend place dans un contexte à la fois local et national : la veille, la devanture de la librairie avait été dégradée par plusieurs dizaines d'autocollants du Front national jeunesse, alors que l'union locale de Lyon de la Fédération anarchiste se préparait pour un rassemblement de soutien au *Monde libertaire*, attaqué en justice par Le Pen, le chef du F Haine, pour un dessin humoristique. Le lendemain, c'est la librairie qui flambe ! Chacun fera ses hypothèses...

De plus, à l'heure où le Front national censure la bibliothèque d'Orange, muselle le festival de Chateauvallon (Toulon), une librairie qui flambe, c'est tout un symbole qui rappelle de sombres souvenirs : la montée du nazisme en Allemagne, les autodafés, etc.

Aujourd'hui, alors que se multiplient les actes et propos racistes, les discours négationnistes, les atteintes à la liberté d'opinion et d'expression, les attaques physiques contre la liberté fondamentale des femmes à disposer de leur corps, cet attentat contre les locaux de la Fédération anarchiste et sa librairie est un pas de plus pour tenter de faire taire l'ensemble des antifascistes et des antiracistes.

Nous avons donc immédiatement organisé la mobilisation contre cet acte criminel. Le jour même, plusieurs dizaines de personnes, libertaires et gens du quartier, se sont rassemblés spontanément devant le local. Le lendemain, ce n'est pas moins de 300 personnes qui étaient présentes devant le veilleur de pierre (Bellecour) pour manifester leur soutien. Le jeudi, plus de 200 personnes sont venues voir (et sentir !) l'ampleur des dégâts lors du meeting que nous avons organisé afin d'informer sur ce qui s'était passé et de donner des perspectives politiques de lutte contre l'extrême droite. Ce qui reste de notre local s'est révélé bien exigu pour recevoir tous ces voisins et sympathisants !

Enfin, c'est avec le soutien de nombreuses organisations que nous avons appelé à une manifestation le samedi 22 février. Plus de 3000 personnes ont défilé dans les rues de Lyon, le cortège étant constitué pour une bonne moitié des organisations libertaires (FA, CNT...). Un arrêt a été marqué devant le musée national de la résistance et de la déportation, pour rappeler le combat de toujours des anarchistes contre le fascisme. C'est un silence chargé d'émotion qui a accueilli la chanson « Amis, dessous la cendre » de Serge Utgé-Royo et les poings se sont levés aux premières notes de « A las barricadas ».

Le soutien, tant humain que financier, a donc été à la hauteur des enjeux politiques qui étaient derrière cette manifestation. Nous avons été capables de montrer aux fascistes que nous sommes bien déterminés à ne pas accepter de telles pratiques criminelles, tout en refusant aussi de rentrer dans leur stratégie de surenchère de violence. C'est donc une véritable réponse politique qui a été opposée à la barbarie fasciste. De plus, de nombreux chèques de soutien nous ont été transmis par diverses organisations politiques, sympathisants, individus (anarchistes ou non)... Des solidarités matérielles et techniques nous ont été proposées de toutes parts. Mais nous avons encore, plus que jamais, besoin de votre soutien afin de relancer au plus vite les activités de notre librairie et de faire face aux frais de la campagne de soutien.

C'est avec une « Plume Noire 2 » encore plus belle que la précédente que nous pourrons continuer à mener notre combat aux côtés des sans-papiers et de toutes les personnes exploitées et opprimées afin de construire un mouvement social porteur d'égalité et de liberté !

Union locale de Lyon de la Fédération anarchiste.

La Plume Noire : 19, rue Pierre-Blanc 69001 Lyon.

L'ordre moral existe !

Le Monde libertaire va le rencontrer... au palais de justice

Il faut se rendre à l'évidence, ce que l'on nomme depuis quelques années « l'ordre moral » n'est plus un fantasme ; la réalité dépasse toutes nos appréhensions (1). Il faut aussi se rendre à l'évidence, la mise en pratique de cette politique n'est plus du seul fait de M. Le Pen ou de l'extrême droite, mais aussi du gouvernement et d'élus qui prétendent lutter contre le FN en appliquant ses idées. Pour notre journal, il prend la forme d'un « monstre à deux têtes » : Jean-Marie Le Pen et le ministre de l'Intérieur. *Le Monde libertaire* est accusé : d'apologie du crime de meurtre ; injures et diffamation envers la police ; provocations au meurtre (n'ayant pas été suivie d'effets) !

C'est aux libertés fondamentales qu'ils s'attaquent

La disparition d'un hebdomadaire anarchiste est une bonne nouvelle pour les tenants de l'ordre moral, pas pour la liberté ! Pour arriver à leurs fins, le ministre et le sinistre exigeront de fortes amendes. Ils espèrent ainsi nous couler financièrement sans être accusés d'atteinte à la liberté de la presse. Incapables de résoudre les problèmes sociaux, ils tentent de museler ceux et celles qui dénoncent la misère, les injustices et qui luttent pour la liberté des individus, l'égalité sociale, la fraternité entre les peuples. C'est bien la liberté de penser, de critiquer, d'écrire ou de chanter qu'ils essayent de supprimer par tous les moyens.

La liberté de la presse n'est pas un concept théorique, elle se constate quotidiennement, notamment à travers la qualité et la vigueur des satires qu'elle véhicule.

Fédération anarchiste

(1) Dans la nuit du 15 février, notre librairie lyonnaise « La Plume Noire » a été volontairement incendiée et détruite !

Je suis indigné(e) par les procès successifs dont fait l'objet *le Monde libertaire** qui n'ont qu'un seul but : le faire disparaître. C'est la liberté d'expression qui est remise en cause, aujourd'hui si ce journal est visé, c'est l'ensemble de la presse d'opinion qu'on essaie de museler.

Je suis solidaire du combat que mène *le Monde libertaire* en faveur de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

Nom .....

Prénom .....

Profession .....

Signature

* le procès du Front national aura lieu le 6 mai 1997 ;
le procès du ministre de l'Intérieur aura lieu le 12 juin 1997.

Le Libertaire a été fondé par Louise Michel et Sébastien Faure en 1895. Quotidien, hebdomadaire ou mensuel, il n'a jamais cessé de paraître, sauf pendant la période 1940-1944.

L'ordre moral existe

Le monde libertaire va le rencontrer au palais de justice

Une carte postale-pétition (texte ci-dessus) a été éditée en solidarité avec *le Monde libertaire*

Elle est en vente librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris

4,50 F les 10 exemplaires ; 8 F les 50 (frais de port compris)